

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 05/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SDPM DECORAT. PROTECT. METAUX

33 rue louis Rameau
95870 Bezons

Références : ud95-2025-0504
Code AIOT : 0006505518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2025 dans l'établissement SDPM DECORAT. PROTECT. METAUX implanté 33 rue louis Rameau 95870 Bezons. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDPM DECORAT. PROTECT. METAUX
- 33 rue louis Rameau 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SDPM (Société de Décoration et Protection des Métaux), située à Bezons dans le Val-d'Oise (95), est spécialisée dans le traitement de surfaces et le revêtement des métaux depuis 1972.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 2.1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Valeurs Limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 31.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	12 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II-III-IV	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Porter à connaissance de modifications des conditions d'exploiter	Code de l'environnement du 11/11/1111, article Article R.181-46 II	/	Sans objet
3	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 31.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	État des stocks et plan de stockages	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	/	Sans objet
8	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	/	Sans objet
9	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet
10	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet
12	Etiquetage CLP	Règlement européen du 31/12/2008, article 17	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté 3 non-conformités dont certaines conduisent, au vu des enjeux, à proposer à Monsieur le Préfet une mise en demeure.

Les non-conformités concernent la gestion du bruit la nuit ainsi que l'absence de sondes de mesure de la température dans les hottes aspirantes situés dans l'atelier de traitement de surface.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 2.1									
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative - rubrique									
Prescription contrôlée :									
Article 2 NATURE DES INSTALLATIONS									
Article 2.1 liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées									
Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2565	2-a	A	Traitement électrolytique ou chimique des métaux sans mise en œuvre de cadmium	Bains de traitement	volume de bains	1500	litres	34 340	litres
2565	1	A	Traitement électrolytique ou chimique des métaux avec mise en œuvre de cadmium	Bains de traitement	volume de bains	Sans seuil	-	2 300	litres
1111	1c	DC	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques solides	Stockage et emploi	Quantité totale susceptible d'être présente	>200 et <1000	kg	360	kg
1111	2b	DC	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques liquides	Stockage et emploi	Quantité totale susceptible d'être présente	>50 et <250	kg	75	kg
<p>A : (autorisation) ; DC : (déclaration avec contrôle) ; NC : (non classé)</p> <p>Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.</p>									
Constats :									
<p>Pour les rubriques 2565, l'Inspection n'a pas constaté d'anomalie lors de la visite.</p> <p>L'exploitant n'a pas fait de demande d'antériorité concernant les rubriques 1111 qui ont été supprimées par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014, le 1^{er} juin 2015.</p> <p>Non-conformité : Les rubriques 1111 qui ont été supprimées par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014, le 1^{er} juin 2015 et sont désormais remplacées par les rubriques 4000 et suivantes, prenant en compte les critères définis par la directive CLP 1272/2008. L'exploitant précisera la liste de des produits chimiques, leur quantité, les rubriques ainsi que le régime applicable suite au changement de la nomenclature.</p>									
Type de suites proposées : Avec suites									
Proposition de suites : Demande d'action corrective									
Proposition de délais : 1 mois									

N° 2 : Porter à connaissance de modifications des conditions d'exploiter

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/11/1111, article Article R.181-46 II
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance de modifications des conditions d'exploiter
Prescription contrôlée : Article R.181-46 II du Code de l'environnement Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. --- Constat Inspection du 20 décembre 2023 La société SDPM a indiqué avoir substantiellement réduit le volume des produits de traitement utilisés et contenus dans la rétention et ces produits sont placés sur rétentions individuelles. De ce fait (?) la STEP apparaissait surdimensionnée au regard des besoins de l'exploitant. L'exploitant a le projet de remplacer la STEP au cours de l'année 2024 par un système par osmose inverse dont les premiers essais devraient avoir lieu dans les mois à venir. En cas d'échec du système par osmose inverse l'exploitant envisage de changer de STEP. Nous rappelons à la société SDPM que, conformément aux dispositions de l'article R.181-46, toute démarche de modification des conditions d'exploiter doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.
Constats : L'exploitant a expliqué qu'ils n'ont pas effectué de changement au niveau de leur STEP. Ils ont changé les éléments défectueux comme à l'origine. La STEP est toujours surdimensionnée au regard des besoins de l'exploitant. Les travaux prévus pour le remplacement de la STEP par un système d'osmose inverse n'aboutiront pas pour raison financière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2024
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. --- Inspection en date du 20/12/2023 Les bains de traitement disposent de cannes chauffantes. Les bains sont équipés de flotteur asservis au chauffage qui disjonctent l'électricité lorsque survient un manque de liquide dans les bains. L'exploitant a indiqué que la vérification de ces équipements de sécurité était réalisée tous les jours, par les opérateurs de bains, au démarrage de la journée. Ils vérifient qu'il n'y a pas de cristallisation et que le panneau électrique a bien disjoncté. Nous n'avons pas pu constater la réalité de ces contrôles qui ne sont mentionnés dans aucune procédure, ni ne sont reportés dans aucun registre. Non conformité n°1 : Le contrôle des dispositifs de sécurité des bains chauffés n'est pas formalisé. Il conviendrait que l'exploitant prenne les mesures nécessaires afin de formaliser la procédure de contrôle des bains et garantir un suivi de la bonne réalisation de ces contrôles (dont la vérification des alarmes visuelles et sonores). L'exploitant indique qu'il n'y a pas de fréquence de vérification recommandée par le constructeur des flotteurs asservis.
Constats : L'exploitant a expliqué que les contrôles des dispositifs de sécurité notamment les sondes de niveaux des bains, sont réalisés tous les jours par les employés et tous les mois par le responsable. Seul ce dernier contrôle est enregistré. L'exploitant a fourni le carnet de suivi. L'Inspection a constaté que tous les bains sont concernés par la vérification des flotteurs et que les contrôles ont commencé en avril 2025 et réalisé tous les mois. L'exploitant a envoyé par courriel le 21 août 2025, la procédure de vérification du système de sécurité des thermostats (en date du 13 août 2025). La procédure comporte les éléments suivants :

- la vérification des flotteurs,
- la vérification du système de coupure de courant,
- l'enregistrement des vérifications.

La prescription contrôlée est respectée. La non-conformité de l'inspection du 20 décembre 2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 31.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024
Prescription contrôlée : <p>L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni l'Étude de bruit réalisé par la société ECIB en date du 03 décembre 2024.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Valeurs Limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2008, article 31.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Émergence sonore		
Prescription contrôlée :		
Article 31.1 Valeurs Limites d'émergence		
<p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A (LA_{eq}) du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.</p>		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5dB(A)	3dB(A)
Constats :		
<p>L'exploitant a fourni l'Étude de bruit réalisé par la société ECIB en date du 03 décembre 2024.</p> <p>Le rapport indique un dépassement en émergence la nuit. Le rapport indique que « <i>Les valeurs relevées pour un fonctionnement au régime nominal fait apparaître une émergence supérieure à 6 dB(A), pour un objectif réglementaire de 3 dB(A) en période nocturne.</i> ».</p> <p>Cette non-conformité est due à la ventilation qui fonctionne toute la nuit (24h/24 et 7j/7).</p> <p>L'exploitant indique avoir engagé des réflexions pour mettre en place des dispositifs de compensation. L'exploitant a pris contact avec d'autres sociétés mais n'a pas reçu de réponse. L'exploitant a présenté les courriels :</p> <ul style="list-style-type: none">- la société DECIBEL FRANCE, envoyé le 26 mai 2025,- la société FERMISOL, envoyé le 04 février 2025. <p>L'exploitant a présenté un devis de la société ECIB en date du 14 janvier 2025. Cette société recommande la mise en place d'un silencieux en aluminium sur le ventilateur ainsi qu'un écran acoustique. Cependant, l'exploitant a indiqué que l'aluminium utilisé pour la ventilation n'est pas compatible avec les produits utilisés par l'exploitant.</p> <p>De plus, l'exploitant envisage de remplacer ces ventilateurs dans les années à venir et opter pour des ventilateurs moins bruyants et dont le débit est réglable (pour réduire le débit la nuit pour réduire le bruit).</p>		
La prescription contrôlée n'est pas respectée.		

Non-conformité : L'exploitant ne respecte pas la limite d'émergence en période nocturne. Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 31.1 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2008, dans un délai de 12 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : État des stocks et plan de stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks et plan de stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, [...]. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et desservies d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté son logiciel qui permet de gérer le stock en temps réel. Ce logiciel indique notamment : le type de produit, le nom du fournisseur, l'avis de réception et les quantités reçues, consommées et disponibles. L'exploitant a indiqué que tous les produits servent à alimenter les bains ainsi que pour la station de traitement (STEP). La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II-III-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : II.-Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : -dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ; -dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site. III.-Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. IV.-L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'Inspection a constaté que l'installation possédait un système de détection incendie automatique. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que dans la zone de stockage, un détecteur de fumée est présent ainsi qu'une caméra de vidéo surveillance. Dans les locaux de traitement de surface, l'Inspection a constaté la présence de détecteurs optiques linéaires (laser). L'exploitant a indiqué que ces détecteurs sont désactivés durant les heures ouvrées, puisque les vapeurs en provenance des bains peuvent déclencher les détecteurs. L'exploitant a indiqué que l'installation ne possédait pas au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. La prescription contrôlée n'est pas respectée. Non-conformité : L'exploitant ne possède pas de dispositif de détection qui comprend au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs

circulant dans chaque système d'aspiration. Il est proposé à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 31.1 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2008, dans un délai de 12 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : L'exploitant possédait deux classeurs disponibles à l'ensemble des employées, remplis des FDS des produits présents sur le site. L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) du Nicklad ELV 821 A (Fournisseur Mac Dermid Enthene) et le Bichromate potasse (Fournisseur AMPERE - en date du 02/01/2023). L'exploitant a été en mesure de présenter ces FDS. L'exploitant a présenté pour l'Acide Chlorhydrique 30-32 %, la FDS fournie par la société BRENNTAG. Cependant, ce produit n'est plus fourni par cette société. La FDS qui correspondait au produit présent sur le site était celle de la société STOCHMEIER FRANCE. L'exploitant a été en mesure de présenter cette fiche, présente sur le réseau informatique. L'exploitant a indiqué que les FDS mises dans le classeur étaient les FDS les plus récentes. L'inspection rappelle que la FDS qui doit être utilisée est celle du fournisseur indiqué sur le produit. La prescription contrôlée est respectée. Remarque : L'Inspection recommande à l'exploitant de mettre à disposition dans ses classeurs, uniquement les fiches de sécurité correspondant aux produits présents sur le site (ceux fournis par le fournisseur du dit produit).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La FDS du Nicklad ELV 821 A (Fournisseur Mac Dermid Enthene), le Bichromate potasse (Fournisseur AMPERE - en date du 02/01/2023) et l'Acide Chlorhydrique 30-32 % (Fournisseur STOCHMEIER FRANCE) fournie par l'exploitant est bien rédigée en français. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : L'inspection a demandé à consulter la fiche de données de sécurité (FDS) du Nicklad ELV 821 A (Fournisseur Mac Dermid Enthene), le Bichromate potasse (Fournisseur AMPERE - en date du 02/01/2023) et l'Acide Chlorhydrique 30-32 % (Fournisseur STOCHMEIER FRANCE). Les FDS fournies par l'exploitant indiquent les coordonnées du fournisseur du produit, et notamment : l'adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Mise en œuvre des recommandations indiquées dans la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence des hottes aspirantes fonctionnant au-dessus des baignoires. L'exploitant a également précisé qu'elles fonctionnaient 24h/24, tous les jours. Les employés, qui trempaient les pièces manuellement dans les baignoires de traitement, avaient des protections individuelles : gants, tabliers et des bottes. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des équipements de protection sont adaptés à tous les produits que les employés peuvent manipuler. Plusieurs douches étaient disponibles à proximité de l'atelier (incluant de quoi nettoyer les yeux). Les employés ont à leurs dispositions des lunettes, des casques et des masques individuels. Chacun de ces baignoires était rempli d'un produit chimique différent. Chaque baignoire avait une étiquette comportant le nom et les risques (pictogramme) du produit. Les consignes d'utilisation sont également présentes sur chaque baignoire. Les baignoires comportant le pictogramme « Toxicité par aspiration », étaient recouverts par un couvercle. L'ensemble des produits stockés ainsi que les baignoires étaient sur rétention. Lors de la visite du lieu de stockage des produits chimiques, les produits basiques et acides étaient séparés. Certains produits, tels que le Bichromate potasse, sont dans des armoires contenant une rétention. L'exploitant a expliqué que le Bichromate potasse était envoyé conditionné dans des sacs. L'exploitant, après l'ouverture du sac, reconditionne le stockage de ce produit dans des fûts. L'Inspection a sélectionné trois produits utilisés sur le site. L'exploitant utilise le Nicklad ELV 821 A (Fournisseur Mac Dermid Enthene), le Bichromate potasse (Fournisseur AMPERE - en date du 02/01/2023) et l'Acide Chlorhydrique 30-32 % (Fournisseur STOCHMEIER FRANCE, dans les conditions indiquées comme « utilisations pertinentes » sur la FDS, à savoir pour le traitement de surface industriel. Les moyens d'extinction préconisés sont présents à proximité des zones à risque. Les conseils et préconisations sur le stockage de la substance sont respectés (ventilation, rétention, protection...).
La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Étiquetage CLP

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Contenu des étiquettes
Prescription contrôlée : Article 17 Règles générales 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement. Les fournisseurs peuvent utiliser sur leurs étiquettes plus de langues que celles qui sont prescrites par les États membres, à condition que les mêmes renseignements apparaissent dans toutes les langues utilisées.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de nombreux baignoires pour le traitement de surface. Chacune de ces baignoires était remplie d'un produit chimique différent. Chaque baignoire avait une étiquette comportant le nom et les risques (pictogramme) du produit. Les consignes d'utilisation sont également présentes sur chaque baignoire. Les baignoires comportant le pictogramme « Toxicité par aspiration », étaient recouvertes par un couvercle. Dans la salle de stockage, l'Inspection a réalisé un sondage, les produits inspectés étaient étiquetés et comportaient l'ensemble des éléments prescrits dans l'article 17 du règlement européen en date du 31 décembre 2008. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite